LEON BLUM TEL QU'IL EST

Nous n'avons pas l'habitude de « personnaliser le débat ». Nous savons qu'une individualité, si accusée soit-elle, ne fait pas à elle seule l'histoire, qu'elle est peu de chose en regard des facteurs matériels, des forces économiques, des classes sociales en lutte. S'occuper d'un homme, pourtant, essayer de le voir tel qu'il est, quand cet homme s'est trouvé associé à un moment de l'histoire, ce n'est pas inutile. La personne de Léon Blum ne suffit pas — il s'en faut de beaucoup — à expliquer l'épisode du gouvernement de Front populaire; elle aide tout de même à comprendre l'« expérience Blum ». Et d'autant mieux que les masses sont plus sensibles au concret, au vivant, qu'à l'abstrait, à l'anonyme. Il est parfois moins aisé de leur démontrer l'erreur d'une politique que l'erreur d'un homme. Pour dissiper certaines illusions mortelles, rien de tel que de tourner le projecteur sur celui qui les alimenta de son prestige.

⁂

Le fait est là : à un moment de l'histoire, il y a eu coïncidence entre la destinée de cet homme et l'élan de tout un peuple impatient d'arracher de moins mauvaises conditions de travail et de vie, d'en finir avec les trusts.

Mais cette coïncidence était toute fortuite et ne pouvait être qu'éphémère.

Qu'un jour elle se produise, c'est précisément ce que l'homme avait appréhendé toute sa vie. Bourgeois libéral, dernier représentant d'une lignée de grands « debaters » parlementaires, juriste éminent, haut fonctionnaire de l'Etat, rompu à considérer les problèmes sous leur seul aspect formel et juridique, dans le seul cadre de la Loi, amené par Jaurès au socialisme, mais à un socialisme rassurant parce que devant résulter de l'évolution pacifique des hommes et des choses, Léon Blum a toujours craint — non par lâcheté physique, mais par incapacité de jouer un autre rôle que le sien — d'être porté au pouvoir par un torrent populaire.

Et c'est pourquoi, longtemps à l'avance, il a pris ses précautions; il a tracé une distinction ingénieuse entre ce qu'il appelle l'« exercice du pouvoir » et ce qu'il appelle la « conquête du pouvoir ». Dix ans avant la victoire du Front populaire, il annonce : « *Je pense que, si, par l'effet du jeu parlementaire, dans le cadre des institutions existantes, dans le cadre de la constitution actuelle, nous étions appelés à exercer le pouvoir, nous devrions l'exercer légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence à l'intérieur du gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir...* » (1).

Et, malgré cette précaution, il appréhende encore le moment où il lui faudra « exercer » le pouvoir. Il craint (non sans raison) que les masses ne comprennent rien à ses trop subtiles distinctions, qu'elles confondent, les balourdes, l'« exercice » avec la « conquête ». Et il met toute son intelligence, toute son habileté tactique au service de cette pensée : éviter au Parti, s'éviter à lui-même les périls de l'« exercice ».

Mais l'éventualité toujours appréhendée, toujours différée, finit par se produire. Et dans des circonstances telles qu'il lui est, cette fois, impossible de se dérober. Blum, courageusement, se jette à l'eau. Il réclame le pouvoir. Mais, en même temps, il réitère solennellement son ancien *distinguo*, il s'y enferme comme dans une cuirasse : « *Exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, c'est une chose. Conquête révolutionnaire du pouvoir, c'en est une autre... Nous exerçons le pouvoir, nous ne l'avons pas conquis* » (2).

Mais la suite des événements confirme ses appréhensions anciennes. Les masses obéissent à leur logique propre, une logique qui ne se préoccupe ni de l'aspect formel des choses ni de limites artificielles tracées dans l'espace. Blum se trouve dans la pénible nécessité de résister à leur pression : « *Aucun des partis du Front Populaire n'a et ne peut avoir d'autre but que la continuation du progrès dans l'ordre et que le maintien de l'ordre par le jeu des institutions démocratiques...* » (3). *Nous travaillons avec une entière loyauté, dans le cadre des institutions actuelles, de la société actuelle* » (4). « [*Nous sommes*] *un gouvernement démocratique, volontairement et loyalement enclos dans la légalité républicaine...* » (5). C'est ainsi qu'il s'efforce de contenir la force anonyme, sourde, qui vient des profondeurs, qui chemine parfois longtemps sans exploser, et dont les explosions (rappelez-vous ses articles après Brest et Toulon) provoquent toujours en lui un malaise, une répugnance.

Exercice dangereux, en effet, que l'« exercice du pouvoir ». Véritable équilibre sur la corde raide. Si, d'un côté, les masses ne veulent pas comprendre, de l'autre, les magnats confondent eux aussi (ou feignent de confondre) l'« exercice » avec la « conquête », sabotent la moindre réforme sociale, le moindre élargissement de la démocratie en criant au péril rouge. Comment parer aux coups de ces gens-là, du moment que l'on s'interdit de lâcher contre eux le torrent populaire? Il faut pourtant s'appuyer sur quelqu'un. Aucun gouvernement ne peut être suspendu dans le vide. Alors, on en est réduit à pratiquer le jeu de bascule : d'autre part, on s'efforce de maintenir le contact avec les masses, tout en freinant leur élan; d'autre part, on cherche à s'appuyer sur les groupes capitalistes les moins réactionnaires. Mais ces groupes capitalistes posent leurs conditions, qu'il faut subir... Et l'homme qui tient le gouvernail, littéralement écartelé, voudrait bien passer la main.

L'occasion se présente enfin. Devant le Sénat, il ne reste à Blum que deux issues : engager la lutte ou se démettre. Deux issues, car Blum n'est pas MacDonald. Il décevra les espoirs de ceux qui lui présentent une troisième issue : rester en trahissant. Mais il déçoit aussi, et bien davantage, ceux qui attendaient de lui qu'il engageât la lutte. Pourquoi? Parce que, pour engager la lutte, il faudrait, il le sait bien, lâcher le torrent populaire. Or, Blum est Blum. Il ne se laissera pas forcer la main. Il ne jouera pas, *il est incapable de jouer*, un rôle qui n'est pas le sien. Engager la lutte, ce serait susciter, selon sa propre expression, « *de graves mouvements populaires gagnant sans cesse en amplitude et en énergie...* »(6). Lorsqu'on lâche le torrent, sait-on jusqu'où le torrent déferlera? Avec un singulier accent de sincérité, il ouvre son cœur : « *Vous savez que j'ai toujours tout fait pour mon Parti. Vous savez aussi que je ne suis pas un lâche.* MAIS NE ME DEMANDEZ PAS ÇA... » (7).

⁂

A ce moment, l'« expérience Blum » est, en fait, terminée. Blum a préféré se démettre. Sa présence peu glorieuse, pour quelque temps encore, dans le cabinet de son successeur, n'y change rien. Blum a cessé, d'ores et déjà, d'être un moment de l'histoire.

Mais l'histoire continue. Notre Parti continue. Et nous avons une leçon à tirer de l'aventure. La voici : l'heure n'est plus aux préjugés formalistes et légalitaires, aux équilibres instables entre les classes antagonistes. Ceux qui ne veulent pas s'appuyer totalement sur les masses, *quel qu'en soit le risque, quelle qu'en soit l'issue*, s'éliminent d'eux-mêmes. On a vu cela en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en Autriche. Il faut croire que la leçon a été perdue puisqu'il a fallu encore celle-ci. Puisse-t-elle être la dernière! En le décevant, Blum aura au moins rendu au Parti ce service : lui ouvrir les yeux.

Daniel GUERIN.

---

(1) Discours au Congrès du 10 janvier 1926.
(2) Discours au Congrès de Huyghens.
(3) Discours à Orléans, 18 octobre 1936.
(4) Allocution radiodiffusée du 31 décembre 1936.
(5) Discours à Lyon, 24 janvier 1937.
(6) Discours à Bordeaux, 4 juillet 1937.
(7) Conseil national de juin 1937.

... Si les armements doivent vraiment servir de garantie contre la guerre, s'il n'y faut voir qu'un système d'assurance contre le fléau possible, reconnaissons que jamais primes plus onéreuses n'ont été payées plus vainement. Car enfin, il est prodigieux qu'on semble toujours l'oublier, il y a eu la guerre.

Léon BLUM,
« Les Problèmes de la Paix ».

JEUNES VIEUX, VIEUX JEUNES

Au Congrès de Marseille je fus, à différentes reprises, poussé hors de moi lorsque certains camarades (Paul Faure, Vincent Auriol, Castagnez, etc.) adressèrent certains qualificatifs plutôt désobligeants à la minorité de la C.A.P., alias ex-G.R. Nous étions des diviseurs, des scissionnistes, nous poignardions dans le dos nos camarades délégués au Gouvernement de Front populaire, etc., etc., tous qualificatifs que j'avais entendus dans différents congrès et à la C.A. de la Fédération de Seine-et-Oise.

Tout cela n'a pour moi qu'une importance relative et il nous est possible de prouver que ces désobligeances adressées à notre égard, ne sont en fait que la preuve que la vérité de nos arguments gêne l'attitude de ceux qui croient que le socialisme et le parti sont leur chose et pensent que le seul moyen d'étouffer cette vérité, c'est de brimer, de discréditer notre minorité.

Ce qui est grave, c'est de voir paraître dans notre quotidien Le Populaire *ces mêmes qualificatifs sous la signature de notre camarade Jean Longuet.*

Jean Longuet n'est pas de la première jeunesse, je suppose? Je l'ai souvent approuvé, surtout pendant la guerre 1914-1918, comme lui j'étais de ceux qui étaient partisans de Kienthal, de Zimmerwald, de Stockholm; comme lui j'opine pour un soutien effectif de nos camarades espagnols, mais je ne puis encaisser ses qualificatifs à notre égard.

Eh quoi, Jean Longuet, ne fûtes-vous pas aussi à une certaine époque : un jeune, et turbulent même, quelquefois?

Quand je pense à tout cela, je me demande si le vaccin de votre aïeul n'a pas perdu en vous de ses qualités révolutionnaires au fur et à mesure que vous preniez de l'âge.

C'est un plaisir pour moi de voir que, tout de même, des jeunes, fussent-ils intellectuels, comprennent votre aïeul et qu'ils s'inspirent de la pensée de ceux qui furent nos maîtres, je veux dire les Guesde, les Vaillant, les Blanqui, les Allemanne.

C'est pourquoi, quoique vieux, je suis avec eux; jamais je ne leur ferai un reproche de leur activité, de leur combativité; jamais je ne penserai un seul instant à faire d'eux des jeunes vieux.

Vouloir freiner leur élan, leur ardeur à la lutte de classe, c'est au fond se rendre complice de tous les maux que jeunes et vieux subissent depuis de trop nombreuses années; c'est vouloir empêcher, retarder le moment de notre émancipation totale.

Ainsi, camarade Jean Longuet, il vous est facile maintenant de constater que cette minorité n'est pas seulement constituée de jeunes jeunes, mais aussi de vieux jeunes et que les jeunes vieux, que vous essayez de former, et les vieux vieux n'ont pas de place parmi nous. De plus, afin que vous soyez bien fixé, je me permets de vous dire qu'à la section de Franconville-Plessis-Bouchard, six vieux camarades, qui ont chacun plus de soixante ans, se sont prononcés pour la motion de la minorité de la C.A.

Conclusion: l'auteur de ces lignes (soixante-trois ans et demi) n'a comme diplôme universitaire que son certificat d'études primaires et comme profession : ouvrier ajusteur-mécanicien.

Comme jeune intellectuel avide d'arrivisme, c'est un comble!

E. TANNIER.

Secrétaire de la section Franconville-Plessis-Bouchard (S.-et-O.), membre de la C.A. de la Fédération de Seine-et-Oise, membre de la Commission nationale des conflits.

LE PARTI SOCIALISTE, TIERS PARTI ?

Je ne me souviens plus si c'est Otto Bauer ou Léon Blum, mais je crois bien que c'est ce dernier, qui écrivait, voici plusieurs années, en substance ceci : il ne faut pas souhaiter la disparition prématurée des partis libéraux (chez nous, le Parti radical) ; ceux-ci sont nécessaires aussi longtemps que la classe ouvrière d'un pays n'est pas assez forte pour prendre le pouvoir, aussi longtemps que les circonstances ne sont pas favorables à cette conquête du pouvoir. Ce sont des partis tampons entre les partis ouvriers et les groupements réactionnaires. Leur disparition diviserait le pays en deux blocs inconciliables, adversaires acharnés, et donnerait à la lutte qu'ils se font une acuité qui pourrait prendre un caractère tragique et qui risquerait de tourner au profit des forces de réaction si les organisations ouvrières n'étaient pas suffisamment préparées à cette lutte.

Jamais cette inquiétude ne m'a paru si actuelle que depuis juin 1936 et surtout depuis Marseille. Elle explique bien les deux positions qui existent non seulement dans le Parti socialiste, mais encore chez les communistes et, en général, chez les militants ouvriers. Elle se résume à ceci pour nous : faut-il renflouer le Parti radical ou l'achever? De la réponse à cette question dépend toute la ligne politique à suivre par les partis ouvriers et, par conséquent, toute la situation politique non seulement en France, mais encore en Europe.

L'existence d'un tiers parti — que nous appellerons, pour être à la mode, le parti des classes moyennes républicaines — est-elle momentanément désirable ou bien devons-nous et pouvons-nous faire confiance à la seule puissance prolétarienne pour abattre la réaction?

De toute évidence, le Congrès de Marseille s'est prononcé pour la survie du radicalisme. Mais il y a mieux et ceci est plus inquiétant. On peut, à la rigueur, admettre que la classe ouvrière livrée à elle-même, n'est pas à même de s'emparer du pouvoir politique et économique, que son heure n'a pas sonné. On peut, considérant la politique menée tant par la Russie que par les Partis communistes et particulièrement par la S. F. I. C., redouter que la division de la classe ouvrière et l'inoculation qui lui est faite à forte dose de nationalisme exacerbé, compromettent sérieusement les chances d'une action véritablement révolutionnaire en France, on peut même penser que les grèves de mai-juin 1936 ne constituaient pas un facteur nouveau et ne portaient pas en elles de réelles possibilités révolutionnaires — l'expérience n'ayant pas été faite d'aller jusqu'au bout de leurs conséquences logiques, rien ne permet de nous prononcer — on peut, en un mot, faire davantage confiance aux méthodes dites réformistes, démocratiques et parlementaires qu'à l'action directe des masses, mais doit-on pour cela reviser du tout au tout la charte de notre parti de lutte de classes?

Or, il apparaît nettement, à en juger par la politique dite de « Front populaire » suivie déjà avant Marseille et surtout depuis, que notre parti oublie ses buts propres et ses raisons d'être. Il ne s'agit plus seulement de renflouer le Parti radical, ce vieux tiers parti cher à beaucoup de politiciens, d'en faire un pare-choc entre les masses prolétariennes ou prolétarisées et le capitalisme de combat, — quitte à laisser tomber ce parti radical, une fois qu'il aurait rempli cette mission, à l'heure jugée favorable à la prise du pouvoir par le prolétariat, et cela pourrait être une tactique défendable — il s'agit de tout autre chose. On agit, dans notre parti, comme si l'on jugeait le Parti radical insuffisant, trop faible pour accomplir cette besogne. Le pare-choc ne paraît pas assez solide. Il en faut un autre. Cet autre, ce sera le Parti socialiste lui-même!...

J'exagère ? Que non, hélas ! Notre parti lance et défend l'idée de pause, il prêche le calme, il présente comme une victoire de la classe ouvrière des faits comme le succès de l'emprunt de la défense nationale et il couvre les décrets Bonnet. La politique qu'à la rigueur il pourrait laisser faire par le Parti radical, au lieu de la condamner, il en fait la sienne propre, il s'en fait le défenseur. C'est lui qui se présente en tiers parti, en tampon entre les masses et le capitalisme. Le capitalisme agit comme s'il voyait en lui un tampon, un pare-choc plus sûr que les vieux partis simplement républicains. Les communistes aidant et poussant à la roue, c'est tout le Front populaire qui devient cet amortisseur. Ainsi, on gagne du temps et la hausse du coût de la vie se greffant sur le tout, la déception, elle, gagne les travailleurs.

Le potentiel révolutionnaire, le dynamisme de juin 1936 ont été perdus de la sorte comme, en Autriche, on a perdu, en l'usant, la puissance révolutionnaire des masses socialistes pourtant si imposantes. A la méthode offensive, on substitue — déjà! — la méthode défensive, la politique du moindre mal qui a conduit les socialistes allemands dans des camps de concentration; au parti unique du prolétariat, on substitue — à côté du Parti communiste au double jeu et à la lourde responsabilité — un parti qui se présente sous un jour conciliant et sage et qui place les intérêts de la nation (?) avant les intérêts de classe des travailleurs. *Plus besoin de Parti radical : on a pris sa place laissant ainsi à la S. F. I. C. le monopole de la position — ou de l'apparence de position — de classe.*

C'est contre cela que nous nous dressons. Entrés dans un parti de lutte de classe, nous entendons que ce parti reste ce qu'il a toujours été. Lorsque nous admettons les tactiques d'opportunisme, c'est pour les diriger contre l'adversaire et non pour être utilisées par lui. Si certains jugent chez nous qu'une politique de compromis et de recul est nécessaire, soit. Mais du moins, qu'ils la laissent faire par d'autres, sans s'en mêler, sans y enchaîner le Parti.

Nous lançons ici un avertissement solennel et grave : il est grand temps de dégager le Parti de la voie où il s'est engagé et où il périra si on le laisse s'y embourber plus longtemps.

Gaston GOLDSCHILD.

P.-S. — Cet article était écrit avant que M. Sarraut Albert prononçât son discours de Montauban. Ce discours confirme pleinement notre opinion. M. Sarraut dit, en effet :

— L'existence du parti radical évite à la France sa division redoutable en deux blocs de droite et de gauche dominés par les extrêmes; le radicalisme est, entre ces extrêmes, selon l'expression de Frossard, l'amortisseur qui s'oppose aux collisions trop violentes des deux blocs, ménage les transitions, empêche tout ensemble de brûler follement les étapes et de rétrograder vers le passé. Par ce rôle et cette position régulatrice, le parti radical est, au premier chef, une garantie contre la guerre civile. »

On sait ce que cela veut dire. Bon pour les radicaux.

Mais ce n'est pas là la mission du Parti socialiste.

Exposition Antifasciste organisée par les Camarades Espagnols de l'Union Générale des Travailleurs

18, rue Perrée (square du Temple) - Paris

ESPAGNE 1930-1937

La vérité sur les événements d'Espagne

La plus importante Exposition réalisée jusqu'ici en France, de Documents relatifs à l'Histoire de la République Espagnole, depuis sa proclamation à la révolte des généraux félons et à l'époque actuelle.

Ouverte tous les jours, de 10 h. à 20 h., y compris les Dimanches et jours fériés.

Camarades! N'oubliez pas de visiter cette Exposition organisée sous le patronage de l'Ambassade d'Espagne.

Entrée : **1 fr. — Chômeurs gratuitement.**

Métro : TEMPLE — Autobus : Lignes L, AD, AD-bis, 96, D, O.

Ce ne sont plus les risques de guerre qui déterminent et justifient les armements, ce sont, au contraire, les armements qui déterminent par eux-mêmes un danger de guerre.

Léon BLUM,
« Les Problèmes de la Paix ».